

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre Bonnard
CS 87564
64000 Pau

Pau, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETS CANCE

Route de la Montjoie
BP 35
64800 Nay

Références : DREAL/2026D/1940
Code AIOT : 0005202721

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement ETS CANCE implanté Route de la Montjoie BP 35 64800 Nay. L'inspection a été annoncée le 03/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objet le respect de la réglementation relative aux produits chimiques et la surveillance du parc des appareils à pression du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS CANCE
- Route de la Montjoie BP 35 64800 Nay
- Code AIOT : 0005202721
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de l'entreprise est la construction de charpentes métalliques. Elle consiste à faire des opérations de découpage des pièces métalliques, poinçonnage, usinage, sciage, perçage, soudage et peinture par trempage.

L'entreprise emploie une centaine de personnes, dont environ une trentaine effectue le montage des charpentes chez les clients de la région du Sud-Ouest.

Le site de Nay est l'atelier historique et le siège social de la société. L'établissement est ouvert du lundi au vendredi de 6h00 à 20h35 en 2x7.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 11
- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1 et 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5a	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12-I	Sans objet
4	Produits incompatibles	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	et réservoirs associés à des rétentions		
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3	Sans objet
6	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
7	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 20/11/2017, article R. 557-14-2	Sans objet
8	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu constater, par sondage, que la gestion des produits chimiques et des appareils à pression du site est effectuée conformément aux réglementations applicables. Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous 2 mois, le justificatif de la complétude de l'étiquette relative à la requalification périodique du récipient d'air du local compresseur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <u>Article 31.1</u> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité [...]. <u>Article 35</u> : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'inspection a vérifié, par sondage, que les FDS, transmises à l'exploitant par les fournisseurs, conformément au Règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 modifié, dit règlement REACH, étaient datées postérieurement à 2020. L'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place un QR code, affiché sur l'armoire de stockage des produits chimiques en petits contenants et au niveau de l'infirmerie du site,

permettant d'accéder à toutes les FDS des produits chimiques présents sur le site (cf. photo).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5a
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : <p>5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
Constats : <p>L'inspection a vérifié, par échantillonnage, que les produits chimiques étaient stockés conformément aux prescriptions des FDS : étiquetage des produits, condition de stockage, moyens d'intervention, ventilation des ateliers où sont manipulés les produits (cf. photos).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : <p>L'inspection a constaté, par échantillonnage, que les produits chimiques du site sont associés à des rétentions adaptées, disposant de leur volume de rétention disponible, le cas échéant (cf. photos), conformément aux dispositions de l'arrêté du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des</p>

installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : II. [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...].
Constats : L'inspection a constaté, par échantillonnage, que les produits chimiques du site sont placés sur rétention par type de famille chimique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : Gestion des produits. [...] L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a déclaré n'avoir de stockage de produits chimiques neufs que dans l'armoire des petits contenants, les stockages extérieurs en grillagés, le stockage accolé au local maintenance et la cuve de trempage des pièces (cf. photos des précédents points). De plus, il a transmis, par courriel le 27 février 2026, un document intitulé "Atelier NAY - liste d'état du stock" établi via l'application SEIRICH, précisant la nature, la quantité totale consommée en 2025 et la zone d'utilisation dans les ateliers du site de chaque produit chimique présent sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression (ESP)
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries

soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas constaté, par sondage, la présence de générateurs de vapeur ou de tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples. Par contre, il a été constaté la présence de récipients sous pression contenant de l'air.</p> <p>L'exploitant a transmis, par courriels des 27 février et 11 mars 2026, les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un document listant 2 récipients à pression simple d'air du site et comprenant les informations demandées par la réglementation, • les documents en lien avec les dernières inspections/requalifications périodiques effectuées sur certains appareils à pression du site, • les dossiers de 3 appareils à pression du site. <p>L'inspection a constaté qu'aucune échéance d'inspection ou de requalification indiquée dans cette liste est dépassée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/11/2017, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté, par sondage, que les appareil à pression étaient vérifiés et en bon état (cf. photos).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p>

À l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible. [...]
Constats : L'inspection a constaté, par sondage, la présence d'un accessoire de sécurité et son réglage à la pression maximale admissible (PS) de l'appareil à pression correspondant (cf. photo).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ". Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.
Constats : L'inspection a constaté que l'étiquette relative à la requalification périodique, effectuée par BV le 6 août 2018 et apposée sur le récipient d'air X. PAUCHARD Appareil Vertical N° 080119 du local Compresseur, était vierge (cf. photos).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de faire compléter l'étiquette par l'organisme habilité BV en inscrivant la date et le numéro d'attestation de la requalification périodique et de transmettre à l'inspection le justificatif correspondant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois